



« On se trouve globalement devant un mur »

L'Association romande de la production audiovisuelle (Aropa) représente une branche d'activité non négligeable, auquel de nombreuses entreprises font appel pour valoriser leur image. Membre du comité de l'Aropa, la productrice Elena Tatti évoque les défis auxquels les professions de l'image et du son sont aujourd'hui confrontées.

Quel est le poids économique de la production audiovisuelle ?

La production audiovisuelle suisse – hors films publicitaires et de commande – représente environ 180 millions de francs de chiffre d'affaires. Au niveau du seul financement suisse, on parle de 120 millions, dont environ 30 millions pour la Suisse romande. Nos 80 membres sont constitués d'un tissu de PME qui font travailler un grand nombre de professionnels indépendants (techniciens, auteurs, réalisateurs, comédiens, etc.). Le secteur fait vivre l'économie locale lors de tournages dans les régions. L'impact est important en termes d'hébergement, de restauration, de transport, de locations diverses, sécurité, etc. C'est un levier économique important. Mais ce secteur reste assez fragile.

Le cinéma et l'audiovisuel suisses ne pourraient pas exister sans soutien public, constitué de trois piliers : la SSR, l'Office fédéral de la culture (OFC) et les fonds régionaux. A cela s'ajoutent des financements de l'étranger et du privé, notamment à travers la « Lex Netflix », qui oblige les plateformes de streaming et diffuseurs étrangers à réinvestir 4 % de leurs recettes brutes suisses dans la production cinématographique et audiovisuelle nationale. On parle d'investissements privés de l'ordre de 14 millions de francs au niveau suisse.

Quels sont les défis du secteur à l'heure actuelle ?

Je vois tout d'abord un enjeu budgétaire. Produire des films induit aujourd'hui des dépenses de plus en plus grandes (coût de la vie, adaptation des salaires, déplacements, hébergement, décors, etc.). Pendant ce temps,

les financements stagnent, voire diminuent... Les fonds fédéraux, notamment, font l'objet d'une forte pression, économies budgétaires fédérales obligent. Ensuite, si la « Lex Netflix » a permis de mobiliser de l'argent privé – la série « Winter Palace », produite en Suisse romande, notamment –, il faut savoir qu'ici, l'accès à cet argent est plus compliqué que pour les Alémaniques car Netflix Suisse est rattaché à la région Allemagne-Autriche-Suisse. En tant que Romands, nous devons être très attentifs à la manière avec laquelle cette loi et cette obligation d'investissement est appliquée. On se trouve globalement devant un mur qui risque de mettre à mal pas mal de choses qui ont été construites ces dernières années. Il reste beaucoup d'incertitudes, car notre volume de production n'est pas très grand. Il faut une certaine masse critique pour pouvoir exister.

L'irruption de l'intelligence artificielle (IA) est-elle vue comme un plus ou une menace dans la profession ?

Cette question est délicate, car beaucoup d'interrogations restent ouvertes dans ce domaine. Je ressens une grande appréhension dans notre secteur d'activités. Des enjeux très concrets concernent l'emploi, car certaines tâches peuvent être effectuées par l'IA : sous-titrage, traduction, doublage ou certaines activités de post-production. Les auteurs sont aussi concernés, car l'IA intervient de plus en plus au cœur du processus de création des œuvres. L'IA peut faire gagner du temps, elle est assez bluffante, mais une grande inquiétude demeure.

Les entreprises ont des besoins en matière d'image. Votre secteur peut-il répondre à ses aspirations ? Existe-t-il un marché pour cela ?

Les films de commande et publicitaires représentent le marché le plus important pour notre secteur. A l'Aropa, on trouve des sociétés qui réalisent des films pour les entreprises, l'institutionnel et les réseaux sociaux. Le point de rencontre, ce sont les techniciens : beaucoup de nos employés sont présents à la fois sur des films de publicité, le cinéma et les séries. Un technicien lumière peut travailler sur un film de fiction ou une publicité. Il s'agit des mêmes compétences.

Nous voterons ce printemps sur une réduction éventuelle de la redevance TV à 200 francs. Quelles conséquences aurait-elle sur votre secteur, sachant que l'Aropa est un interlocuteur privilégié de l'Unité fiction, documentaires et séries originales de la RTS ?

La SSR couvre un bon tiers du financement des films. Son sort est très important pour l'Aropa. Un passage de la redevance de 300 à 200 fr. fragiliserait le financement de l'audiovisuel. D'où un danger sur l'ensemble de l'écosystème : le secteur représente environ 4000 ETP en Suisse, hors films de commande et publicitaires. Il y a certes la question des emplois, mais aussi la capacité de faire des films et des séries suisses qui racontent des choses proches de nous. En l'absence d'un service public fort, personne ne le fera. C'est un élément assez important en termes d'identité. Une baisse de la redevance constituerait assurément un véritable coup de massue pour la production audiovisuelle suisse.

www.aropa.ch



PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-FRANÇOIS KRÄHENBÜHL
JEAN-FRANCOIS.KRAHENBUHL@CVCI.CH